

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST****COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 99 — 2299

[S - C - 99/31147]

**4 MARS 1999. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de "chambre d'hôtes" ainsi que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de cet agrément**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 14 janvier 1999 relatif à l'agrément des chambres d'hôtes et à l'autorisation de faire usage de la dénomination "chambre d'hôtes", notamment les articles 4 et 5;

Vu l'avis de l'inspection des Finances donné en date du 5 février 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné en date du 4 mars 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret de la Commission communautaire française du 14 janvier 1999 relatif à l'agrément des chambres d'hôtes et à l'autorisation de faire usage de la dénomination "Chambre d'hôtes" doit entrer en vigueur très prochainement et qu'il est impératif que la procédure administrative relative à l'octroi de l'agrément, à sa suspension ou à son retrait soit mise en œuvre sans délai afin que les droits et obligations des personnes visées par le décret puissent sortir utilement leurs effets;

Sur proposition du Membre du Collège chargé du Tourisme,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

Le Décret : le décret de la Commission communautaire française du 14 janvier 1999 relatif à l'agrément des chambres d'hôtes et à l'autorisation de faire usage de la dénomination "chambre d'hôtes";

Le Ministre : le Membre du Collège de la Commission communautaire française ayant le Tourisme dans ses attributions;

**La Commission : la Commission consultative en matière d'agrément de chambre d'hôtes créée par le présent arrêté;**

Le Fonctionnaire délégué au Tourisme : le fonctionnaire de la Commission communautaire française désigné à cet effet par le Ministre.

**Art. 2.** La demande d'agrément conforme au modèle joint en annexe 1 du présent arrêté doit être adressée au Fonctionnaire délégué au Tourisme par lettre recommandée à la poste.

Elle est accompagnée :

1. du document joint en annexe 2 du présent arrêté, dûment complété par le demandeur;
2. d'un certificat de bonne conduite, vie et mœurs destiné à une administration publique délivré depuis moins de 3 mois au nom du demandeur de l'autorisation;
3. d'une copie du contrat d'assurance "responsabilité civile - exploitation";
4. d'une attestation de conformité de l'installation électrique, gaz, chauffage et de ramonage de la cheminée, délivrée par un organisme agréé;
5. d'un accord écrit du propriétaire de l'habitation quant à l'exploitation des chambres d'hôtes, lorsque le demandeur n'est pas propriétaire de l'habitation concernée par la demande d'agrément.

**Art. 3.** Il est créé une Commission consultative en matière d'agrément de chambre d'hôtes. Cette Commission est composée comme suit :

— un membre effectif et un membre suppléant par associations de réservations de "chambre d'hôtes" chez l'habitant en région bruxelloise;

— un membre effectif et un membre suppléant représentant l'Office de Tourisme et d'Information de Bruxelles (TIB);

— un membre effectif et un membre suppléant représentant l'Office de Promotion et de Tourisme (OPT);

— un membre effectif et un membre suppléant représentant le Comité technique du Tourisme Rural et à la Ferme visé à l'article 4, 5° du décret de la Communauté française du 2 décembre 1988 portant création du Conseil Supérieur du Tourisme.

Un membre représentant le Ministre peut assister avec voix consultative aux réunions de la Commission consultative.

Les candidatures seront présentées au Ministre qui nomme les membres pour une durée de deux ans. Les mandats sont renouvelables.

Les membres doivent résider en Belgique. Après trois absences non justifiées auprès du secrétariat, ils sont remplacés d'office par leurs suppléants.

Le secrétariat des séances de la commission consultative est assuré par un membre du personnel de la Commission communautaire française.

**Art. 4.** Lorsque la demande d'agrément est complète, dans les dix jours de sa réception, le Fonctionnaire délégué au tourisme adresse un avis de réception au demandeur.

Lorsque la demande est incomplète, le Fonctionnaire délégué au tourisme en informe le demandeur dans les dix jours de sa réception en indiquant les documents ou renseignements manquants. Dans les dix jours de la réception de ceux-ci, le Fonctionnaire délégué au tourisme adresse un avis de réception au demandeur.

Le Fonctionnaire délégué au tourisme saisit la Commission d'une demande d'avis dans les dix jours de la réception d'une demande complète.

**Art. 5.** La Commission émet et notifie au Ministre un avis motivé dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'avis qui lui est adressée par le Fonctionnaire délégué au tourisme. Lorsque la Commission n'a pas notifié son avis dans le délai prescrit, la procédure est poursuivie et le Ministre n'est pas tenu de prendre en considération l'avis émis tardivement.

**Art. 6.** Le Ministre statue sur la demande d'agrément, après avoir pris connaissance de l'avis de la Commission. La décision de délivrance ou de refus de l'agrément est notifiée au demandeur par lettre recommandée dans un délai de septante-cinq jours à dater de l'envoi de l'avis de réception par le Fonctionnaire délégué au tourisme.

**Art. 7.** L'agrément peut être suspendu ou retiré par le Ministre.

Toute décision de suspension ou de retrait de l'agrément est précédée d'une notification adressée par recommandé au titulaire de l'agrément et indiquant précisément les motifs de la décision envisagée. Le titulaire de l'agrément dispose d'un délai de dix jours à dater de la réception de cette notification pour communiquer ses observations par recommandé au Fonctionnaire délégué au Tourisme.

Après l'écoulement du délai de dix jours visé à l'alinéa précédent, le Fonctionnaire délégué au Tourisme saisit la Commission d'une demande d'avis et lui transmet notamment les observations écrites du titulaire de l'agrément, lorsque celles-ci ont été communiquées dans le délai imparti.

**Art. 8.** La Commission émet et notifie au Ministre un avis motivé dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'avis qui lui est adressée par le Fonctionnaire délégué au Tourisme. Lorsque la Commission n'a pas notifié son avis dans le délai prescrit, la procédure est poursuivie et le Ministre n'est pas tenu de prendre en considération l'avis émis tardivement.

**Art. 9.** Le Ministre statue sur la suspension ou le retrait de l'agrément après avoir pris connaissance de l'avis de la Commission. La décision de suspension ou de retrait est notifiée par recommandé au titulaire de l'agrément.

Le Ministre peut donner un avertissement avant de suspendre ou de retirer l'agrément.

La suspension ou le retrait de l'agrément entraîne, respectivement, la suspension ou le retrait de l'autorisation de faire usage de la dénomination "chambre d'hôtes".

**Art. 10.** A la demande du Fonctionnaire délégué au Tourisme, les titulaires de l'agrément sont tenus de fournir, dans les trente jours de la date d'envoi de la demande, toutes informations sur l'équipement, les services offerts et les tarifs du logement. Sur base de ces informations, une liste des chambres d'hôtes peut être publiée, mentionnant les coordonnées des titulaires et les informations communiquées.

**Art. 11.** En cas de décès du titulaire de l'agrément, une nouvelle demande d'agrément doit être introduite, conformément aux dispositions de l'article 2, dans les six mois du décès.

Toutefois, si l'exploitation de "chambre d'hôtes" est reprise par le conjoint, un ascendant ou un descendant au premier degré, l'agrément est délivré d'office après réception d'un certificat de bonne conduite, vie et mœurs destiné à une administration publique délivré au nom du demandeur.

Le certificat visé à l'alinéa précédent doit être adressé au Fonctionnaire délégué au tourisme, par recommandé, dans les six mois du décès.

Dans les trente jours de la réception du certificat, le Fonctionnaire délégué au tourisme transmet par recommandé le nouvel agrément au demandeur.

**Art. 12.** Toute cessation d'exploitation de "chambre d'hôtes" doit être signalée au Fonctionnaire délégué au tourisme par le titulaire de l'agrément, par lettre recommandée adressée dans le mois qui suit l'arrêt de l'exploitation.

**Art. 13.** Toute modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi de l'agrément doit être signalée au Fonctionnaire délégué au tourisme par le titulaire de l'agrément, par lettre recommandée adressée dans les dix jours qui suivent la modification.

**Art. 14.** Le Fonctionnaire délégué au tourisme peut à tout moment demander la communication d'un nouveau certificat de bonne conduite, vie et mœurs tel que visé à l'article 2, 2°. Cette demande a lieu au moins tous les cinq ans.

**Art. 15.** Les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de leur agrément, sont fixées dans l'annexe 3 du présent arrêté.

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 17.** Le Membre du Collège qui a le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mars 1999.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

D. GOSUIN,

Membre du Collège en charge du tourisme.

H. HASQUIN,

Président du Collège.

## ANNEXE 1

**A l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de "chambre d'hôtes" ainsi que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de cet agrément**

<b>DEMANDE D'AGREMENT EN QUALITE DE "CHAMBRE D'HOTES"</b>
---

Décret du Collège de la Commission communautaire française du 14 janvier 1999

(*Moniteur Belge* du 3 février 1999)

Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du .....

(*Moniteur Belge* du .....) )

Le (la) soussigné(e)

Nom ..... Prénom(s) .....

Domicilé(e)

(rue, n°, bte) .....

Commune ..... Code postal.....

Téléphone (accessible entre 8 et 18 heures) .....

— déclare avoir pris connaissance du décret et de l'arrêté susvisés et sollicite l'agrément en qualité de "chambre d'hôte" pour..... chambre(s) au sein de l'habitation sise :

Rue, n°, bte, étage .....

— déclare ne faire partie d'aucune association/être membre de l'association ci-après (\*)

— Nom de l'association .....

Adresse .....

Téléphone .....

— déclare être titulaire d'une assurance R.C. "exploitation" dont copie est à jointe à la présente demande.

— déclare être propriétaire/locataire (\*)

— le propriétaire de l'habitation est (si le demandeur n'est pas propriétaire)

— nom, ..... prénom, .....

adresse, .....

téléphone .....

Signature du demandeur

Fait à ..... le .....

Documents à joindre à la présente demande :

a) un certificat de bonne conduite, vie et mœurs du demandeur destiné à une Administration publique;

b) une attestation de conformité de l'installation électrique, gaz, chauffage et ramonage de la cheminée, délivrée par un organisme agréé;

c) l'annexe descriptive de l'immeuble

d) une copie du contrat d'assurance R.C.

e) si le demandeur n'est pas propriétaire, accord écrit du propriétaire autorisant l'exploitation de chambres d'hôtes.

(\*) biffer la mention inutile

Le demandeur autorise le Ministre ayant le Tourisme dans ses attributions à faire procéder sur place, par ses fonctionnaires désignés, aux vérifications jugées utiles et nécessaires.

Cette demande d'autorisation, pour être valablement introduite, doit être accompagnée des documents dûment complétés, et adressés, par lettre recommandée, au **Service Tourisme de la Commission communautaire française, boulevard de Waterloo 103, 1000 Bruxelles.**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de "chambre d'hôtes" ainsi que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de cet agrément.

## Annexe 2

**A l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de "chambre d'hôtes" ainsi que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de cet agrément**

<b>ANNEXE DESCRIPTIVE DE L'IMMEUBLE</b>
---

Adresse (rue, n°, bte) .....

Commune ..... n° postal.....

Nombre de chambres destinées aux hôtes : .....

Nombre de chambres avec salle de bains - douches privées .....

Capacité totale : ..... personnes

Période d'ouverture : .....

Type d'habitation :

(indépendante - unifamiliale - bel-étage - villa - 3 façades - appartement - autre ..... (à préciser)) \*

Salle de bains - douche réservée aux hôtes / commune \*

WC indépendant réservé aux hôtes / commun \*

(pour trois chambres une salle de bains - douche avec WC indépendant à l'usage exclusif des hôtes).

Salle de repas réservée aux hôtes ..... privée / commune \*

Salon réservé aux hôtes ..... oui/non \*

Superficie des/de la chambre(s): ch 1..... ch 2..... ch 3 .....

Nombre de personnes : ch 1 ..... ch 2 ..... ch 3 .....

Situation des/de la chambre(s) : rez ..... étage .....

Chambre accessible aux personnes handicapées oui/non \*

\* biffer la mention inutile

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de "chambre d'hôtes" ainsi que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de cet agrément.

## Annexe 3

**A l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de "chambre d'hôtes" ainsi que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de cet agrément**

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES
--------------------------

**A - Etat général de l'habitation extérieur et intérieur**

L'ensemble des locaux doit être en état de bon entretien

**B - La "chambre d'hôtes" doit être :**

- pourvue d'un système de chauffage efficace;
- pourvue d'une fenêtre pouvant s'ouvrir et munie de rideaux et tentures opaques.

La chambre d'hôte d'une superficie minimale de 8m<sup>2</sup> pour une personne et de 10 m<sup>2</sup> pour deux personnes doit comprendre au moins :

- un lit simple ou double avec literie appropriée;
- une chaise ou un fauteuil (deux pour la chambre double);
- une table;
- une table de nuit;
- un miroir;
- une corbeille à papier;
- une armoire pourvue de cintres.

Son installation électrique doit répondre aux normes de sécurité en vigueur et comprendre :

- un éclairage général;
- un éclairage de chevet;
- une prise de courant avec indication de voltage.

**C - Pièces communes**1° Hall d'entrée

- portemanteau ou vestiaire;
- porte-parapluies.

2° Pièce de séjour

- salon avec fauteuils.

3° Pièce pour petit déjeuner

- superficie adaptée au nombre de personnes;
- table et chaises adaptée au nombre de personnes;
- vaisselle assortie et non dépareillée et ustensiles adaptés au nombre de personnes;
- réfrigérateur mis à la disposition des hôtes pour la consommation de ses propres produits.

4° sanitaire

a) Le sanitaire réservé à l'usage exclusif des hôtes si l'immeuble dispose de trois chambres d'hôtes comprend :

**- salle de bain - douche :**

- douche ou baignoire - eau chaude et froide en permanence;
- lavabo avec eau chaude et froide en permanence;
- espace pour article de toilette au lavabo;
- un miroir de lavabo;
- près du lavabo une prise de courant avec indication de voltage;
- porte-serviettes;
- un gobelet par personne;
- aération et chauffage efficaces;
- une poubelle avec couvercle;

- **WC (indépendant de la salle de bain - douche) :**

- un WC à chasse d'eau;
- une poubelle avec couvercle;
- lave-mains avec serviette et savon;
- aération efficace.

b) Le sanitaire pour un immeuble de moins de trois chambres d'hôtes est celui du propriétaire qui est tenu de le partager avec son ou ses hôtes, comprend :

- **une salle de bain - douche :**

- douche ou baignoire - eau chaude et froide en permanence;
- lavabo avec eau chaude et froide en permanence;
- espace pour article de toilette au lavabo;
- un miroir de lavabo;
- près du lavabo une prise de courant avec indication de voltage;
- porte-serviettes;
- un gobelet par personne;
- aération et chauffage efficaces;
- une poubelle avec couvercle;

- **WC (indépendant de la salle de bain - douche) :**

- un WC à chasse d'eau;
- une poubelle avec couvercle;
- lave-mains avec serviette et savon;
- aération efficace.

c) Le sanitaire propre et communiquant (accessible par une porte) avec une chambre d'hôtes comprend :

- **une salle de bain - douche :**

- douche ou baignoire - eau chaude et froide en permanence;
- lavabo avec eau chaude et froide en permanence;
- espace pour article de toilette au lavabo;
- un miroir de lavabo;
- près du lavabo une prise de courant avec indication de voltage;
- porte-serviettes;
- un gobelet par personne;
- aération et chauffage efficaces;
- une poubelle avec couvercle;
- un WC à chasse d'eau;

- **WC (indépendant de la salle de bain-douche) :**

- une poubelle avec couvercle;
- lave-mains avec serviette et savon;
- aération efficace.

Dans ce cas, le WC peut être intégré dans la salle de bains - douche privative. Dès lors, les dispositions ci-dessus ne sont pas à prendre en considération excepté le fait que le WC est à chasse d'eau.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de "chambre d'hôte" ainsi que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de cet agrément.

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 2299

[S - C - 99/31147]

**4 MAART 1999. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning als "gastenkamer" alsook van de technische voorschriften waaraan de woningen die de gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op die erkenning**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 januari 1999 betreffende de erkenning van de gastenkamers en de toelating om de benaming "gastenkamers" te gebruiken, inzonderheid op de artikelen 4 en 5;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 5 februari 1999;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting van 4 maart 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 januari 1999 betreffende de erkenning van de gastenkamers en de toelating om de benaming "gastenkamers" te gebruiken zeer binnenkort in werking zal treden en dat bijgevolg de administratieve procedure voor de toekenning, de schorsing of de intrekking van de erkenning zonder verwijl dient te worden toegepast opdat de rechten en plichten van de personen op wie het decreet betrekking heeft nuttige uitwerking zouden hebben;

Op voorstel van het lid van het College bevoegd voor Toerisme,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

Het decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 januari 1999 betreffende de erkenning van de gastenkamers en de toelating om de benaming "gastenkamers" te gebruiken;

De Minister : het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat bevoegd is voor Toerisme;

De Commissie : de bij dit besluit opgerichte adviescommissie voor de erkenning van gastenkamers;

De gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme : de ambtenaar van de Franse Gemeenschapscommissie die hiertoe door de Minister aangewezen is.

**Art. 2.** De erkenningsaanvraag overeenkomstig het model in bijlage I bij dit besluit moet bij een ter post aangetekende brief naar de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme worden gestuurd.

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd :

1. het document dat als bijlage 2 bij dit besluit gevoegd is en dat naar behoren door de aanvrager ingevuld is;
2. een bewijs van goed zedelijk gedrag dat bestemd is voor een openbaar bestuur en dat minder dan 3 maanden voordien afgegeven werd op naam van de aanvrager;
3. een kopie van het verzekeringscontract "burgerrechtelijke aansprakelijkheid - exploitatie";
4. een door een erkende instelling afgegeven gelijkvormigheidsattest voor de elektrische, gas- en verwarmingsinstallatie alsook een attest dat de schoorstenen regelmatig worden geveegd;
5. een schriftelijke toestemming van de eigenaar van het gebouw om de gastenkamers te exploiteren indien de aanvrager niet de eigenaar is van de woning waarop de erkenningsaanvraag betrekking heeft.

**Art. 3.** Er wordt een Adviescommissie voor de erkenning van gastenkamers opgericht. Ze is samengesteld als volgt :

— een werkend en een plaatsvervangend lid per vereniging voor de plaatsbespreking van "gastenkamers" bij de bewoners in het Brussels Gewest;

— een werkend en een plaatsvervangend lid die de Toeristische Informatiedienst Brussel (TIB) vertegenwoordigen;

— een werkend en een plaatsvervangend lid die de "Office de Promotion et de Tourisme" (OPT) vertegenwoordigen;

— een werkend en een plaatsvervangend lid die het "Comité technique du tourisme rural et à la ferme" vertegenwoordigen als bedoeld in artikel 4, 5°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 december 1988 houdende oprichting van de "Conseil Supérieur du Tourisme".

Een lid dat de Minister vertegenwoordigt kan de vergaderingen van de Adviescommissie bijwonen, maar heeft enkel een raadgevende stem.

De kandidaturen worden voorgelegd aan de Minister, die de leden voor een periode van twee jaar benoemt. De ambtstermijnen kunnen worden verlengd.

De leden moeten hun woonplaats in België hebben. Na drie niet bij het secretariaat verantwoorde afwezigheden worden de leden ambtshalve door hun plaatsvervangers vervangen.

Het secretariaat van de vergaderingen van de adviescommissie wordt waargenomen door een personeelslid van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 4.** Wanneer de erkenningsaanvraag volledig is, zendt de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag een ontvangstbewijs naar de aanvrager.

Wanneer de erkenningsaanvraag niet volledig is, stelt de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme de aanvrager hiervan binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag op de hoogte met vermelding van de ontbrekende documenten of inlichtingen. Binnen tien dagen na de ontvangst van die bijkomende inlichtingen zendt de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme een ontvangstbewijs naar de aanvrager.

Binnen tien dagen na ontvangst van een volledig dossier vraagt de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme de Commissie om advies.

**Art. 5.** De Commissie brengt een gemotiveerd advies uit en betekent dit aan de Minister binnen dertig dagen na ontvangst van de adviesaanvraag vanwege de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme. Indien de Commissie haar advies niet binnen de gestelde termijn heeft betekend, wordt de procedure voortgezet en hoeft de Minister geen rekening te houden met het advies dat later wordt uitgebracht.

**Art. 6.** De Minister neemt een beslissing over de erkenningsaanvraag nadat hij kennis heeft genomen van het advies van de Commissie. De beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning wordt binnen 75 dagen na de verzending van het ontvangstbewijs door de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme bij een aangetekende brief ter kennis van de aanvrager gebracht.

**Art. 7.** De Minister kan de erkenning schorsen of intrekken.

Elke beslissing tot schorsing of intrekking van de erkenning wordt voorafgegaan door een kennisgeving die bij een aangetekende brief aan de erkenninghouder wordt gericht en waarin de redenen van de overwogen beslissing uitvoerig worden uiteengezet. Vanaf de ontvangst van de kennisgeving beschikt de erkenninghouder over een termijn van 10 dagen om zijn opmerkingen bij een aangetekende brief aan de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme mee te delen.

Na het verstrijken van de in het vorig lid bedoelde termijn van 10 dagen vraagt de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme de Commissie om advies en deelt haar de schriftelijke opmerkingen van de erkenninghouder mede wanneer hij die binnen de toegemeten termijn heeft ontvangen.

**Art. 8.** De Commissie brengt een gemotiveerd advies uit en betekent dit aan de Minister binnen dertig dagen na ontvangst van de adviesaanvraag vanwege de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme. Indien de Commissie haar advies niet binnen de voorgeschreven termijn heeft betekend, wordt de procedure voortgezet en hoeft de Minister geen rekening te houden met het advies dat later wordt uitgebracht.

**Art. 9.** De Minister neemt een beslissing over de schorsing of de intrekking van de erkenning nadat hij kennis heeft genomen van het advies van de Commissie. De beslissing tot schorsing of tot intrekking van de erkenning wordt bij aangetekende brief ter kennis van de erkenninghouder gebracht.

De Minister kan een waarschuwing geven alvorens de erkenning te schorsen of in te trekken.

De schorsing of de intrekking van de erkenning leidt respectievelijk tot de schorsing of de intrekking van de toelating om de benaming "gastenkamer" te gebruiken.

**Art. 10.** Op verzoek van de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme delen de erkenninghouders binnen 30 dagen na de verzendingsdatum van het verzoek alle informatie betreffende de uitrusting, de diensten en de overnachtings-tarieven mee. Op basis van die informatie kan een lijst van gastenkamers worden opgesteld met vermelding van de gegevens van de erkenninghouders en de meegedeelde informatie.

**Art. 11.** Indien de erkenninghouder overlijdt, dient binnen zes maanden na het overlijden een nieuwe erkenningsaanvraag te worden ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikel 2.

Indien de exploitatie van de "gastenkamers" wordt overgenomen door de echtgeno(o)t(e), een ascendent of descendent in de eerste graad, wordt de erkenning afgegeven op voorlegging van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dat bestemd is voor een openbaar bestuur en afgegeven is op naam van de aanvrager.

Het getuigschrift bedoeld in het vorig lid moet binnen zes maanden na het overlijden bij een aangetekende brief aan de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme worden gericht.

Binnen dertig dagen na ontvangst van het getuigschrift zendt de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme de nieuwe erkenning bij een aangetekende brief aan de aanvrager.

**Art. 12.** Elke stopzetting van de exploitatie van de "gastenkamers" moet door de erkenninghouder bij een aangetekende brief aan de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme worden gemeld binnen een maand na de stopzetting van de exploitatie.

**Art. 13.** Elke wijziging die de toekenningsvoorwaarden van de erkenning kan veranderen, moet door de erkenninghouder bij een aangetekende brief aan de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme worden gemeld binnen tien dagen na de wijziging.

**Art. 14.** De gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme kan te allen tijde een nieuw getuigschrift van goed zedelijk gedrag vragen als bedoeld in artikel 2, 2°, en doet dit minstens eenmaal om de vijf jaar.

**Art. 15.** De technische voorschriften waaraan de woningen die gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op de erkenning ervan worden vastgesteld in bijlage 3 bij dit besluit.

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 17.** Het Lid van het College, bevoegd voor Toerisme, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 4 maart 1999.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

D. GOSUIN,

Lid van het College, bevoegd voor Toerisme.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College.



## BIJLAGE 1

**Bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning als "gastenkamer" alsook van de technische voorschriften waaraan de woningen die gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op die erkenning**

<b>AANVRAAG OM ERKENNING ALS "GASTENKAMER"</b>
--

Decreet van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 januari 1999  
(*Belgisch Staatsblad* van 3 februari 1999)

Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van ....  
(*Belgisch Staatsblad* van .....

Ik, ondergetekende,

Naam ..... Voornaam .....

Woonachtig te

(straat, nr., bus) .....

Gemeente ..... Postcode.....

Telefoon (bereikbaar tussen 8 en 18 uur) .....

— verklaar kennis te hebben genomen van bovenvermeld decreet en besluit en vraag om erkenning als "gastenkamer" voor..... kamer(s) in het gebouw gelegen :

Straat, nr., bus, verd. : .....

— verklaar geen lid te zijn van een vereniging/lid te zijn van de volgende vereniging \*

Naam van de vereniging : .....

Adres : .....

Telefoon : .....

— verklaar een verzekering "burgerrechtelijke aansprakelijkheid - exploitatie" te hebben afgesloten en voeg een kopie ervan bij de aanvraag

— verklaar eigenaar/huurder \* te zijn

— de eigenaar van het gebouw is (indien de aanvrager niet de eigenaar is) :

Naam : ..... Voornaam : .....

Adres : .....

Telefoon : .....

Handtekening van de aanvrager

Gedaan te ..... op .....

**Bij de aanvraag te voegen documenten :**

a) een bewijs van goed zedelijk gedrag dat bestemd is voor een openbaar bestuur;

b) een door een erkende instelling afgegeven gelijkvormigheidsattest voor de elektrische, gas- en verwarmingsinstallatie alsook een attest dat de schoorsteen regelmatig geveegd wordt;

c) de beschrijving van het gebouw;

d) een kopie van het verzekeringscontract "burgerrechtelijke aansprakelijkheid";

e) indien de aanvrager niet de eigenaar is, de schriftelijke toestemming van de eigenaar om de gastenkamers te exploiteren.

\* schrap wat niet past

De aanvrager machtigt de Minister van Toerisme ertoe ter plaatse de nodige verificaties te laten verrichten door de ambtenaren die hij hiertoe aanwijst.

Om geldig te zijn, moet deze erkenningsaanvraag samen met de naar behoren ingevulde documenten bij een ter post aangetekende brief worden gericht aan **de Toeristische Dienst van de Franse Gemeenschapscommissie, Waterlooselaan 103, 1000 Brussel.**

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning als "gastenkamer" alsook van de technische voorschriften waaraan de woningen die gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op die erkenning.

## BIJLAGE 2

**Bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning als "gastenkamer" alsook van de technische voorschriften waaraan de woningen die gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op die erkenning**

<b>BESCHRIJVING VAN HET GEBOUW</b>
------------------------------------

Adres (straat, nr., bus) : .....

Gemeente : ..... Postcode : .....

Aantal gastenkamers : .....

Aantal kamers met bad/douche : .....

Totale capaciteit : ..... personen

Openingsperiode : .....

Soort woning :

(vrijstaande woning - eengezinswoning - bel-étage - villa - driesgevel - appartement - andere ..... (te preciseren))\*

Gemeenschappelijke/afzonderlijke bad/douchekamer voor de gasten\*

Gemeenschappelijke/afzonderlijke wc voor de gasten\*

(per drie kamers dient 1 bad/douchekamer en een afzonderlijke wc voorbehouden te worden voor de gasten).

Eetzaal voorbehouden voor de gasten                      afzonderlijk/gemeenschappelijk\*

Salon voorbehouden voor de gasten                      ja/nee\*

Oppervlakte van de kamer(s) : kamer 1 : ..... kamer 2 : ..... kamer 3 : .....

Aantal personen : kamer 1 : ..... kamer 2 : ..... kamer 3 : .....

Kamer voor gehandicapten :                      ja/nee\*

\* schrap wat niet past

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning als "gastenkamer" alsook van de technische voorschriften waaraan de woningen die gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op die erkenning.

## BIJLAGE 3

**Bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning als "gastenkamer" alsook van de technische voorschriften waaraan de woningen die gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op die erkenning**

TECHNISCHE VOORSCHRIFTEN
--------------------------

**A - Algemene staat van de woning zowel binnen- als buitenshuis**

Alle vertrekken moeten goed onderhouden zijn.

**B - De "gastenkamer" moet voorzien zijn van :**

- een goed werkende verwarming;
- een raam dat open kan en uitgerust is met gordijnen en ondoorzichtige overgordijnen.

*De gastenkamer moet een oppervlakte van minimum 8 m<sup>2</sup> voor 1 persoon en 10 m<sup>2</sup> voor 2 personen hebben en minstens uitgerust zijn met :*

- een eenpersoons- of een tweepersoonsbed met het gepaste beddengoed;
- een stoel of een zetel (twee voor de tweepersoonskamer);
- een tafel;
- een nachttafel;
- een spiegel;
- een papiermand;
- een kast met kapstokken.

*De elektrische installatie moet voldoen aan de huidige veiligheidsnormen en omvat :*

- algemene verlichting;
- bedverlichting;
- een stopcontact met vermelding van het voltage.

**C - Gemeenschappelijke vertrekken****1° Hal**

- kapstok of vestiaire;
- paraplubak.

**2° Woonkamer**

- salon met zetels.

**3° Ontbijtplaats**

- oppervlakte aangepast aan het aantal personen;
- tafel en stoelen aangepast aan het aantal personen;
- bij elkaar passend servies aangepast aan het aantal personen;
- koelkast ter beschikking van de gasten voor het gebruik van hun eigen producten.

**4° Sanitair**

**a) In een woning met drie gastenkamers omvat het sanitair dat uitsluitend voor de gasten voorbehouden is :**

een bad/douchekamer :

- douche of bad met warm en koud water op elk ogenblik;
- wastafel met warm en koud water op elk ogenblik;
- ruimte bij de wastafel voor toiletartikelen;
- spiegel boven de wastafel;
- een stopcontact in de nabijheid van de wastafel met vermelding van het voltage;
- een handdoekenhanger;
- een beker per persoon;
- goede verluchting en verwarming;
- een vuilbak met deksel;

een afzonderlijke wc buiten de bad/douchekamer :

- een wc met spoelbak;
- een vuilbak met deksel;
- een wastafel met zeep en handdoek;
- voldoende verluchting.

b) In een gebouw met minder dan drie gastenkamers deelt de eigenaar het sanitair met zijn gast(en). Het sanitair omvat :

- een bad/douchekamer :

- douche of bad met warm en koud water op elk ogenblik;
- wastafel met warm en koud water op elk ogenblik;
- ruimte bij de wastafel voor toiletartikelen;
- spiegel boven de wastafel;
- een stopcontact in de nabijheid van de wastafel met vermelding van het voltage;
- een handdoekenhanger;
- een beker per persoon;
- goede verluchting en verwarming;
- een vuilbak met deksel;

een afzonderlijke wc buiten de bad/douchekamer :

- een wc met spoelbak;
- een vuilbak met deksel;
- een wastafel met zeep en handdoek;
- voldoende verluchting.

c) Het privé-sanitair dat (via een deur) met de gastenkamer verbonden is omvat :

een bad/douchekamer :

- douche of bad met warm en koud water op elk ogenblik;
- wastafel met warm en koud water op elk ogenblik;
- ruimte bij de wastafel voor toiletartikelen;
- spiegel boven de wastafel;
- een stopcontact in de nabijheid van de wastafel met vermelding van het voltage;
- een handdoekenhanger;
- een beker per persoon;
- goede verluchting en verwarming;
- een vuilbak met deksel;
- een wc met spoelbak;
- een wc buiten de bad/douchekamer;
- een vuilbak met deksel;
- een wastafel met zeep en handdoek;
- voldoende verluchting.

In dit specifiek geval mag de privé-wc in de bad/douchekamer staan en moet er geen rekening meer worden gehouden met de bovenstaande bepalingen, met uitzondering van het feit dat de wc een spoelbak moet hebben.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning als "gastenkamer" alsook van de technische voorschriften waaraan de woningen die gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op die erkenning.